

EN MARCHÉ !

Caminando!

BULLETIN DE REFLEXION ET D'ENGAGEMENT

Vol. V No 3

Juin 1984

ÉQUATEUR

★ QUITO
CUENCA
GUAYAQUIL
Is. GALAPAGOS

CO
LOM
BIE

PA
CIFI
QUE

GRAPHIGNE



PÉ
ROU

COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE inc.
25 ouest, rue Jarry, # 112 A, Montréal, H2P 1S6

ossier Equateur

TOUR D'HORIZON

Avec une superficie de 283 600 km², l'Equateur est après l'Uruguay et les Guyanes, le plus petit pays d'Amérique du Sud (1/7 du Québec). Son territoire comprend quatre régions distinctes:

* la Côte: au climat uniformément chaud, mais avec de notables différences de pluviosité entre le nord humide et le sud semi-aride. C'est elle qui fournit l'essentiel des productions tropicales destinées à l'exportation. Tardivement peuplée, mais en croissance rapide, elle est dominée par Guayaquil, plus importante que Quito, et dont le dynamisme attire beaucoup de ruraux.

* la Sierra: traverse le pays du nord au sud sur 700 km de long. Elle est constituée par deux chaînes parallèles séparées par un fossé central découpé en bassins. D'immenses volcans culminent à plus de 4000 mètres d'altitude, le plus élevé étant le Chimborazo (6270 m). L'occupation du sol, fort ancienne dans cette partie des Andes, repose sur l'agriculture vivrière que pratiquent les communautés indiennes.

* l'Oriente: est un vaste relief tabulaire qui s'incline vers le bassin de l'Amazone et se perd peu à peu sous une imposante couverture forestière. Depuis quelques années, la fièvre de l'or noir est venue troubler cette région et mettre en péril l'existence des groupes d'Indiens, que, jusque là, les Blancs avaient ignorés.

* les Galapagos: à plus de 1300 km de la côte, sont formés par une cinquantaine d'îles et d'îlots d'origine volcanique. En dépit de leur position à cheval sur l'Equateur, le climat y est relativement frais et sec à cause du courant froid de Humboldt. Peu peuplé, cet archipel est maintenant troublé par les vagues de touristes qui viennent admirer les espèces animales préhistoriques qui s'y trouvent encore.

La population équatorienne (8 600 000 habitants) s'accroît très rapidement (3% par an) et malgré des réajustements depuis vingt ans, est encore mal répartie sur le territoire.

Tandis que l'occupation du sol atteint des altitudes élevées et

non rentables, il reste de multiples zones presque vides sur la Côte et dans l'Oriente. En fait ce sont les villes qui attirent les migrants, sans pour autant leur fournir un emploi, car l'économie, modèle de croissance pendant la décennie 70, est actuellement en train de se dégrader, et le pays n'est pas encore sorti de l'ornière du sous-développement.

LES PROBLEMES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

Jusqu'au début des années 1970, l'Equateur fondait son économie sur l'agriculture et l'exportation de produits tropicaux tels que les bananes, le cacao et le café. Or l'exploitation pétrolière est venue modifier ce schéma.

Certes l'agriculture demeure une base essentielle de l'économie. Elle emploie 45% des travailleurs et elle bénéficie de conditions naturelles favorables, par la diversité des aptitudes régionales. Pourtant depuis quelques années les productions vivrières déclinent (blé, haricots, pommes de terre, riz) et les désordres climatiques de 1981 et 1983 ont renforcé cette tendance. Mais la nature ne peut être qu'exceptionnellement en cause et elle ne parvient pas à masquer les disparités suscitées par la stratégie de développement. En effet, l'agriculture se partage entre deux secteurs très contrastés: - le secteur traditionnel vivrier, celui des petits propriétaires mal équipés dont la productivité est faible; - le secteur moderne tourné vers l'exportation, composé de grandes exploitations bien outillées et situé principalement sur la Côte (à l'exception de quelques entreprises laitières dans la Sierra).

On aboutit au paradoxe d'une agriculture dont la balance de commerce est excédentaire et qui pourtant se montre incapable de couvrir les besoins fondamentaux de la majorité de la population. La réforme agraire amorcée en 1964 a été très partielle. La propriété de la terre demeure profondément inégale, et tandis que les petits paysans abandonnent leurs minuscules parcelles, incapables de les faire vivre, les latifundistes bénéficient de toutes les attentions du gouvernement. Si la priorité accordée aux cultures d'exportation est source de devises, elle rend l'agriculture dépendante de la demande internationale et ne résoud pas les problèmes de la masse paysanne.

L'autre pilier de l'économie est le pétrole. Produit en quantités modestes par des compagnies étrangères de 1917 à la fin des années 60, il est alors une source d'ennuis plus que de profits; car ce sont les deux majors Shell et Esso, qui ayant découvert de sérieux indices de pétrole de

part et d'autre de la frontière, ont engagé l'Equateur et le Pérou dans une lutte fratricide, comme ils l'avaient fait neuf ans plus tôt pour le Paraguay et la Bolivie dans la guerre du Chaco. Le protocole de Rio, en 1942, a entériné la perte pour l'Equateur d'un tiers de son territoire. Mais depuis 1960 le gouvernement de Quito ne reconnaît plus cet accord.

En 1967, les forages abandonnés dans l'Oriente reprennent et semblent prometteurs. Un oléoduc transandin est construit du gisement de Lago Agrio à Puerto Balao, près de Esmeraldas. Alors, avant même que la manne pétrolière ne commence à couler, le pays s'enfièvre: il trouve des prêteurs qui vont lui permettre de commencer à s'industrialiser. En 1971, le président Velasco crée la CEPE (Corporación Estatal Petrolera Ecuatoriana) mais ce sont les militaires qui donneront à cet organisme public les moyens de contrôler effectivement l'industrie pétrolière, non sans mal face aux réticences des compagnies étrangères.

Le coup d'Etat qui leur donne le pouvoir annonce aussi les orientations de la politique économique: mettre le pétrole au service du développement. L'entrée de l'Equateur au sein de l'O.P.E.P. en 1973, traduit la volonté d'un pays décidé à défendre ses intérêts.

Les exportations pétrolières ont permis une très forte croissance économique. L'Etat a mis sur pied de vastes programmes d'équipement: construction de routes, aménagement des ports, extension du réseau électrique. Mais si l'industrie a progressé plus vite que les autres secteurs, c'est en développant la production des biens de consommation au détriment des biens d'équipement qu'il faut toujours importer.

En outre, une partie des bénéfices pétroliers est dirigée vers des placements spéculatifs qui ne profitent qu'à une minorité. L'immobilier en est un exemple: Quito et Guayaquil se sont hérissées de tours d'habitations.

L'industrialisation de l'Equateur est encore très partielle et elle ne parvient pas à absorber la main d'oeuvre qui se présente chaque année sur le marché du travail.

Depuis que les militaires ont laissé la place aux civils, le pays paraît hésitant sur son choix de développement. Faut-il poursuivre l'option nationaliste qu'ils avaient inaugurée, ou lui préférer une large ouverture aux capitaux étrangers?

C'est qu'entre temps la situation économique s'est détériorée. L'Etat s'est endetté, l'inflation a fait son apparition, le taux de croissance du PIB est devenu négatif. Avec le tassement des revenus pétroliers

il a fallu se résigner à une plus grande austérité. Le plan de stabilisation économique du président Hurtado (dévaluation de la monnaie, le sucre; restrictions budgétaires; hausse des prix du lait et des combustibles) a suscité une forte agitation sociale. Le nouveau président Cordero a répété sur tous les tons qu'il était possible de sortir l'Equateur de la grave crise économique et sociale qu'il traverse, et l'un de ses slogans au cours de sa campagne électorale était: "Pain, toit et emploi". Mais les méthodes néo-libérales qu'il préconise pourraient-elles réussir ici, quand elles ont échoué dans tous les autres pays d'Amérique latine qui les ont expérimentées?

LA COLONISATION DE L'AMAZONIE

Et la forêt tombe! Cette forêt tropicale humide qui recouvre les deux versants des Andes équatoriennes; cette mystérieuse et dangereuse jungle qui s'amplifie dans l'imaginaire des enfants québécois. L'Equateur est actuellement secoué par le choc de millions d'arbres qui tombent au sol. Equipée de puissants tracteurs Massey-Ferguson, de tronçonneuses Pioneer et Steel et de toute sorte d'instruments coupants, une véritable armée de défricheurs a déclaré guerre à la forêt tropicale et à ses habitants, humains ou non. Le tout avec le consentement explicite du gouvernement de Quito.

A l'instar des autres pays qui se partagent la forêt tropicale humide de l'Amérique du Sud (Pérou, Bolivie, Brésil, Guyanes, Venezuela et Colombie), l'Equateur s'est lancé, à partir des années 1970, dans une vaste opération de colonisation de l'Amazonie. Un organisme gouvernemental a été créé exprès pour planifier et commander l'assaut, qu'il espère final, de l'Amazonie: il s'agit de l'IERAC (Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización).

Cela ne signifie aucunement qu'avant cette période la forêt soit demeurée tranquille, dans l'oubli général. Loin de là! C'est depuis la *conquista* par les Espagnols que ces régions forestières, entourées de légendes et de mystères, exercent un charme irrésistible sur les élites établies à Quito. Des expéditions de pénétration et de conquête ont été organisées dès la toute première période de l'arrivée des Espagnols. Les mines d'or cachées dans les territoires habités par les *Jivaros*, les fameux réducteurs de têtes, agissent comme un aimant toujours efficace. Toutefois, les *Jivaros*, guerriers redoutables, surent défendre leurs terres et les minerais qu'elles contiennent.

L'Oriente est restée à l'écart de la société nationale pendant

plusieurs siècles. Soudainement, au début des années 1970, la conquête et la colonisation de l'*Oriente* semblent devenir une nécessité nationale dont l'urgence ne peut plus être ignorée. Pourquoi? Evidemment, il y a plus qu'une seule raison.

D'abord le pétrole. Dès la période qui a précédé immédiatement la deuxième guerre mondiale, les compagnies pétrolières savaient qu'il y avait d'importants gisements de pétrole dans l'*Oriente*. Suite à l'accroissement de la demande sur le marché international et à la crise de 1973, il devint rentable d'aller sortir le pétrole du fin fond de la forêt amazonienne, et les compagnies ne perdirent pas leur temps.

Liée à l'exploitation du pétrole, mais ayant une origine beaucoup plus lointaine dans le temps, une deuxième raison vient du conflit frontalier avec le Pérou. Obligé par les U.S.A. à reconnaître le protocole de Rio de Janeiro (1942), qui définissait les confins internationaux à l'avantage du Pérou, précisément dans la région des *Jivaros*, riche en or et en pétrole, l'Equateur n'a jamais considéré ce protocole comme définitif. Marquer une présence forte et organisée à l'est et au sud devient donc un objectif stratégique pour la défense du territoire national et, qui sait, ...un jour on pourrait reprendre les territoires perdus...

L'internationalisation du contrôle de l'économie de l'Equateur et la demande sur le marché international de produits tropicaux sont aussi des bonnes raisons qui amenèrent les classes dirigeantes de l'Equateur à envoyer des milliers de colons dans l'*Oriente*, chair à canon pour les grandes compagnies américaines de l'agro-business. Celles-ci, arrivées en Equateur au début du siècle, s'occupèrent d'abord de la région côtière et, affermies désormais dans cette région, déferlent maintenant à l'est des Andes. Equipées de machines puissantes, de capitaux imposants, de techniciens agressifs, ces compagnies n'hésitent devant rien et, appuyées par l'élite bourgeoise au pouvoir à Quito, ont lancé le dernier assaut à l'Amazonie. On calcule qu'au rythme actuel la forêt tropicale humide de l'Amazonie sera totalement détruite d'ici l'an 2010.

Entre temps, les arbres continuent d'être abattus, les animaux exterminés, les Indiens tués!

UN ILOT DE DEMOCRATIE EN AMERIQUE DU SUD

Depuis son indépendance, acquise en 1830 avec l'éclatement de la Grande Colombie (Equateur, Colombie, Venezuela), l'Equateur a connu une histoire assez semblable à celle de ses voisins, dont la caractéristique essentielle est assurément l'instabilité, comme si le volcan Chimborazo qui figure sur son drapeau avait inspiré sa vie politique.

La liste des constitutions, des dictateurs, des coups d'Etat qui jalonnent son passé est fort longue, et en faire l'inventaire n'offrirait pas un grand intérêt. Mais on peut toutefois en extraire deux figures originales, celles de deux *caudillos* qu'un siècle sépare: Gabriel García Moreno et Velasco Ibarra.

Le premier, animé par un extraordinaire zèle religieux qui l'apparente à la fois à Torquemada et à Calvin, avait placé son pays sous la protection de la Compagnie de Jésus, levant des impôts pour le Saint-Siège, faisant revivre les tribunaux ecclésiastiques et pourchassant tous les impies avec l'ambition d'ériger Quito en "cité de Dieu" délivrée de tous les vices. Mal lui en pris, car ce dictateur impitoyable fut assassiné et son cadavre mis en pièces.

Le second, Velasco Ibarra, a dominé la scène politique équatorienne pendant près de quarante ans, mais ses tendances autoritaires ne sauraient le comparer au précédent. C'était un homme cultivé, généreux que la passion du pouvoir a porté cinq fois à la présidence malgré quatre renversements. Son originalité réside dans sa francophilie héritée sans doute du séjour qu'il avait effectué à Paris pour y suivre des études. Cet amour de la France obligea les Equatoriens à célébrer le 14 juillet comme fête nationale. En outre Velasco fut l'un des premiers chefs d'Etat à reconnaître le gouvernement provisoire du Général de Gaulle à Alger pendant la deuxième guerre mondiale; et au sein de la toute jeune ONU, en 1945, il donna l'ordre à son représentant de "toujours aligner sa position sur celle de la France pour toutes questions touchant les intérêts français dans le monde".

Velasco, exclu du pouvoir pour la dernière fois en 1972, s'est éteint à Quito en 1979 à l'âge de 86 ans, l'année même où l'Equateur amorçait un retour à la démocratie.

Les militaires qui ont gouverné le pays entre 1972 et 1979, d'abord le général Rodriguez Lara puis un Conseil suprême composé des commandants en chef des trois armées (terre, mer, air), se comportaient en "despotes éclairés", autrement dit s'offraient à ramener le pays dans la légat-

lité constitutionnelle et à redonner le pouvoir aux civils, tout en répliquant violemment à la moindre agitation.

Le "plan de restructuration juridique de l'Etat" a été progressivement mis en place, même si l'on a pu craindre plusieurs fois que le gouvernement l'abandonne, étant donné qu'il n'avait pas l'aval de toute la hiérarchie militaire. Ces craintes étaient également justifiées par le durcissement du régime, comme en témoignent la brutale interruption de la réunion qu'avait organisée Mgr Proaño à Riobamba en août 1976 ou la répression exercée contre les grévistes de la sucrerie d'Aztra (24 morts selon la police, 120 selon les syndicats) en octobre 1977.

Première étape du plan: le choix d'une Constitution par référendum le 15 janvier 1978. Il s'agissait du premier vote populaire depuis dix ans. Des deux textes qui leur étaient proposés, les électeurs choisirent le plus progressiste.

En gros, la Constitution adoptée veut promouvoir une démocratie avancée, dans laquelle les analphabètes ont le droit de vote et où toutes les libertés sont garanties. Elle établit un système présidentiel avec un président élu au suffrage universel direct pour cinq ans, non rééligible. Le Chef d'Etat dispose du droit de veto sur les décisions de la Chambre. Il peut s'adresser directement au peuple par voie de référendum. Il est secondé par un vice-président élu en même temps que lui. Il nomme les ministres.

Face à cet exécutif, la Chambre des députés, élue également pour cinq ans, vote le budget et les lois.

La mise en application des nouveaux cadres du régime sera difficile, d'abord parce qu'il existait plus de trente (30) partis contraints d'effectuer des regroupements plus ou moins solides, ensuite parce que la sincérité des militaires n'était pas totale: certes ils voulaient rendre le pouvoir aux civils, mais à condition que les futurs élus ne leur soient pas hostiles. La loi électorale du 20 février 1978, après l'adoption de la Constitution, en est une preuve. Elle introduit toutes sortes de restrictions pour éliminer les candidats jugés indésirables, pour écarter les partis jugés dangereux.

Mais ces précautions devaient se révéler insuffisantes, alors les militaires tentèrent autre chose.

Ainsi les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle tenue le 16 juillet 1978 ne furent publiés que le 7 décembre. Pourquoi un tel délai? Voyant se dessiner la victoire de Jaime Roldos,

candidat de la CFP (Concentration des forces populaires) seul parti politique structuré, traditionnellement porte-parole des masses pauvres de la côte, les militaires ont tout fait pour retarder le dépouillement des bulletins.

Néanmoins le deuxième tour a eu lieu le 26 avril 1979, confirmant le succès de Roldos. Aux élections législatives du 29 avril la CFP se révélait le premier parti du pays, sans toutefois obtenir la majorité absolue des sièges à la Chambre.

Après de multiples péripéties, il semblait donc que l'Equateur, doté d'un régime démocratique, d'une armée devenue raisonnable, de gouvernants populaires, puisse entrevoir l'avenir avec sérénité.

Contre toute attente, les nouvelles institutions ne fonctionnent pas. Les retournements d'alliances font que l'exécutif et le législatif se heurtent. Le Président ne parvient pas à faire voter les projets de loi qu'il soumet à la Chambre. En revanche, il refuse la plupart des projets qui émanent d'elle. Empêtré dans des querelles interminables, le régime semble paralysé et l'on craint le pire: l'armée s'agite, la gauche réclame les réponses promises, la droite dénonce le chaos.

En outre surgissent les premiers problèmes économiques après l'euphorie des deux chocs pétroliers.

C'est alors que la guerre éclate entre l'Equateur et le Pérou (janvier 1981). Qui a tiré le premier? Les faits sont difficiles à établir, chacun accusant l'autre. Déjà en 1941, les deux pays s'étaient affrontés et la guerre fut tragique pour l'Equateur qui y perdit un territoire de 200 000 km². La question de la fixation de la frontière paraît insoluble et il semble que le conflit puisse renaître d'un jour à l'autre, même si les combats ont rapidement cessé après la médiation de l'OEA (Organisation des Etats américains).

Toujours est-il que cet événement réussit à éteindre toutes les oppositions intérieures et à refaire l'unanimité autour du Président Roldos. Ce dernier en profita pour adopter quelques mesures impopulaires mais nécessaires, comme le relèvement du prix de l'essence.

Le 24 mai 1981, Jaime Roldos, venu saluer les veuves des soldats morts en combattant sur la frontière, disparaît dans un accident d'avion. Cette mort tragique, qui suscite encore bien des questions, laisse intacte l'image d'un "président du peuple" qui s'était efforcé de sauvegarder les libertés.

Ainsi que le prévoit la Constitution, le vice-président prend la relève. Oswaldo Hurtado est démocrate-chrétien mais cela ne l'a pas empêché de s'entendre avec Jaime Roldos avec lequel il avait été élu. Par contre le nouveau président ne peut avoir aucune influence sur le choix de son vice-président qui doit être élu par la Chambre.

Les députés se sont prononcés pour le frère du président défunt, León Roldos, et très vite les deux hommes sont entrés en conflit à propos de politique économique et de politique extérieure. Par exemple, les plans d'austérité imposés par Hurtado, générateurs de violentes manifestations, n'ont jamais reçu l'approbation du vice-président.

Pourquoi la démocratie équatorienne éprouve-t-elle tant de difficultés à fonctionner? Certes il y a la crise économique et son coût social très élevé, mais cela n'explique pas tout.

Le gouvernement ne peut s'appuyer sur des forces collectives pour mener sa politique. Le parlement et les partis ne représentent pas le pays réel. Ils semblent n'émaner que de clientèles réduites, limitées à une région, à un petit nombre d'intérêts et se montrent incapables de canaliser les forces sociales, donc à fortiori de répondre à leurs aspirations. Ainsi les manifestations liées aux difficultés économiques n'ont-elles trouvé aucune structure pour les contrôler et transmettre leurs exigences.

Néanmoins, si la démocratie en est encore au stade de l'apprentissage, elle a au moins le mérite d'exister et de faire de l'Equateur le pays le plus libre de l'Amérique latine.

En janvier dernier, les électeurs ont renouvelé la Chambre des députés où la gauche est maintenant fortement majoritaire, et participé au premier tour de l'élection présidentielle. Des candidats en présence, deux noms s'étaient détachés: Rodrigo Borja, de la gauche démocratique, et León Febres Cordero, porte-parole de la droite.

Au deuxième tour de scrutin, le 6 mai, Cordero, soutenu par les milieux d'affaires traditionnels et sa ville natale de Guayaquil, l'a emporté sur son rival. Député du parti social-chrétien, il s'était montré l'un des adversaires les plus agressifs de la politique réformatrice des présidents Roldos puis Hurtado.

Tout au long de sa campagne, Cordero a promis de sortir l'Equateur de la crise où il s'enlise. Sa recette: un retour au libéralisme en limitant les interventions de l'Etat et en ouvrant les frontières aux investisseurs étrangers.

Le 10 août, le nouveau président entrera officiellement en fonction. Une fois passée l'euphorie de la victoire, il aura fort à faire pour convaincre une majorité parlementaire hostile et désamorcer une situation sociale effervescente.

LES EVEQUES SE PROTEGENT PENDANT QUE LES CEB SONT EN PLEINE CROISSANCE par Tom Bamat (*traduit de Latinamerica Press, vol. 16, no 13, 12 avril 1984*)

Les forces conservatrices ont obtenu de maigres résultats aux élections nationales de janvier en Equateur. Mais lorsque la Conférence épiscopale s'est réunie en février pour élire un nouvel exécutif, ce sont les plus conservateurs qui ont obtenu les postes. C'est l'archevêque Bernardino Echeverría, de Guayaquil, qui a remplacé le cardinal Pablo Muñoz, s.j., de Quito, à la présidence de la Conférence, et Luis Orellana, s.j., évêque auxiliaire de Guayaquil, a été réélu secrétaire général. De l'Opus Dei, Mgr Juan Larrea Holguín, nouveau vicaire aux armées a été choisi à la tête de la Commission pour le développement humain.

Cependant, on peut regarder comme une concession aux éléments plus progressistes à l'intérieur de la hiérarchie le fait que Mgr Leonidas Proaño, de Riobamba, et l'archevêque Alberto Luna, de Cuenca, aient été nommés représentants à la CELAM, la Conférence épiscopale latino-américaine, dont les quartiers généraux sont situés à Medellín, en Colombie. La nomination de ces deux évêques pourrait constituer un défi pour la direction actuelle de la CELAM et son mentor, le cardinal Alfonso López Trujillo, de Bogotá.

A quelques exceptions près, la hiérarchie équatorienne est plutôt conservatrice en matière d'Eglise et modérée, pour le moins, en matière politique. On pourrait dire la même chose de la plupart des congrégations religieuses et du clergé diocésain du pays. Mais l'attitude conservatrice des évêques et du clergé est contrebalancée par la montée du mouvement des Communautés ecclésiales de base (CEB), qui a pris un caractère beaucoup plus activiste ces dernières années.

ABSENCE DE STRATEGIE PASTORALE

Après la Conférence des évêques latino-américains à Puebla en 1979, les évêques équatoriens avaient publié un document intitulé: "Options pastorales", qui reflétait fidèlement les intuitions pastorales et les orientations prises par la rencontre continentale. "*Nous nous situons d'abord nous-mêmes dans le contexte de la réalité sociale, déclare le document, de sorte que cette réalité nous interpelle et nous lance un défi. Nous devons être capables de partager la douleur et les aspirations de notre peuple, spécialement des pauvres, de façon à pouvoir partager leurs problèmes et chercher ensemble la lumière pour la route vers de nouveaux modèles pour une société plus juste.*"

Les évêques ont fait très peu, cependant, pour concrétiser ces options pastorales, et il semble qu'ils n'aient pas de stratégie pastorale globale pour contrer l'appauvrissement croissant de la majorité des Equatoriens. Bien plus, la plus récente déclaration épiscopale, publiée durant la campagne électorale, propose d'accorder une importance prioritaire aux intérêts institutionnels de l'Eglise et à la réconciliation nationale, plutôt qu'aux "souffrances et aspirations" des pauvres mentionnées dans leur document antérieur.

L'évêque le plus clairement engagé dans une pratique pastorale de libération est Mgr Proaño. En août 1976, c'est dans son diocèse de Riobamba, hauts plateaux à population fortement indigène, que lui et seize (16) autres évêques d'Amérique latine et des Etats-Unis ont été arrêtés et accusés de subversion par le gouvernement militaire alors au pouvoir. Les évêques s'étaient réunis pour analyser la réalité latino-américaine, partager leurs expériences et planifier l'action pastorale à venir. Mgr Proaño était aussi en vue et éloquent à Puebla. Il est le seul évêque du pays à avoir atteint une stature internationale. Maintenant à la veille de sa retraite pour raison d'âge, une des questions cruciales dans les cercles d'Eglise ici est de savoir qui va lui succéder. La crainte de plusieurs agents de pastorale et l'espoir de plusieurs familles puissantes de Riobamba, c'est que soit nommé un conservateur. Les conséquences sont imprévisibles pour l'Eglise locale et les mouvements sociaux de la base dans la région.

FORCE DU MOUVEMENT DES CEB

Le diocèse de Mgr Proaño a donné naissance à de nombreuses CEB et c'est à Riobamba, en octobre dernier, que les coordonnateurs du mouvement des CEB de tout le pays se sont réunis et ont décidé de convoquer une rencontre nationale des CEB, qui doit se tenir en juillet prochain. Les objectifs fixés pour la rencontre incluent: unification et renforcement de l'Eglise en croissance parmi les pauvres de l'Equateur, jumelage plus serré entre les CEB rurales et urbaines, découverte et célébration du Christ dans les luttes et les victoires du mouvement, approfondissement de la foi et de l'engagement chrétien des participants.

Selon un prêtre proche du mouvement des CEB, il pourrait y avoir jusqu'à 500 communautés de base urbaines en Equateur, et un nombre encore plus élevé de communautés rurales. De plus, dans les grandes villes de Guayaquil et Quito, on est à mettre en place un réseau de CEB, grâce à la coordination des efforts de plusieurs paroisses pauvres et ouvrières.

Comme ailleurs en Amérique latine, il y a une grande diversité parmi les CEB ici, et on utilise différents critères pour les définir. Alors

que la plupart de ces petites communautés se consacrent régulièrement à la prière et à la réflexion biblique reliées à l'expérience pratique, plusieurs autres se dédient à l'aide économique mutuelle. D'autres encore se vouent aux oeuvres de miséricorde, ou encore à la préparation pour la réception des sacrements. Une minorité d'entre elles sont directement impliquées dans l'analyse sociale et le changement structurel en profondeur. Mais les CEB contribuent à forger le sens de la dignité chez les opprimés et, comme plusieurs études l'ont démontré, elles promeuvent des talents d'organisation, les valeurs démocratiques, les capacités de direction et la conscience sociale critique.

La direction du mouvement des CEB en Equateur est au fait des grands problèmes que rencontre le peuple opprimé mais croyant. La rencontre nationale des CEB urbaines en février a été consacrée à la réflexion sur deux des thèmes les plus débattus actuellement en Amérique latine: prière et spiritualité du pauvre, engagement de foi dans le contexte national politique et économique. Tout au long des sessions, on a vu émerger un leadership laïc et une appropriation consciente d'une méthodologie dans laquelle la réflexion commence avec la pratique sociale et l'expérience politique. Par exemple, les premières discussions en petits groupes, au cours de la session, ont été consacrées à analyser les résultats des récentes élections nationales.

La distance théologique et idéologique est grande entre la majorité des évêques et les CEB en croissance. Il n'y a aucune confrontation ouverte ni aucune recherche d'une "Eglise parallèle" de la part des CEB. Mais pendant que la plupart des évêques continuent de suivre leur chemin traditionnel qui favorise un modèle hiérarchique d'Eglise et un discours politique conservateur adressé à un public à classes multiples, les CEB, de leur côté, sont en train d'élaborer une ecclésiologie plus égalitaire et une structure parmi les pauvres qui, à son tour, génère un engagement toujours croissant pour un changement social plus profond.





oi et engagement

LE DIEU AUQUEL JE NE CROIS PAS

Pour prolonger la réflexion commencée dans le numéro précédent (Le Dieu du riche et le Dieu du pauvre), nous traduisons ici le texte d'un ouvrier mexicain, paru dans Latinamerica Press, 1er mars 1984.

Je ne crois pas au Dieu là-haut, dans les cieux
qui vit parmi les anges, resplendissant de gloire.
Je crois plus aux paysans battus
qui luttent pour bâtir leur propre histoire.

Je ne crois pas au Dieu à la jolie figure
peinte et repeinte par des artistes célèbres.
Je crois plus en ces êtres humains
dont les visages ont été marqués par la souffrance.

Je ne crois pas au Dieu promu
par ceux qui prétendent penser et vivre honorablement.
Je crois plus en la personne
qui essaie de sauver un frère ou une soeur de la ténèbre.

Je ne crois pas au Dieu prêché
par ceux qui manipulent l'Évangile.
Je crois plus en ces leaders
qui donnent leur vie pour leur peuple.

Je ne crois pas au Dieu qui vit dans les églises
et se contente de litanies et de prières.
Je crois plus en mes frères et soeurs
qui ont souffert et endurent encore la répression.

Je ne crois pas en un Dieu qui exige
des tas de sacrifices et d'offrandes.
Je crois plus en l'enfant qui doit aller nu
parce que son père ne peut lui acheter un pantalon.

Je ne crois pas au Dieu décrit
par un certain clergé de la Sainte Mère Eglise.

Ils défendent les intérêts de leur caste
et volent à mon peuple son sens critique.

Je ne crois pas à votre Dieu si, par vos actions,
vous vendez à perte les intérêts de mon peuple.
Je crois plus aux ouvriers bien éveillés
qui ne laisseront plus les *patrones* les voler.

REFLEXION ----LE DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION

Pris, comme tout le monde, dans le rythme de la vie quotidienne, souvent on n'a même pas le temps de réfléchir sur ce qui se passe et de découvrir le sens profond des choses. On lit les journaux, on écoute les postes radio et TV, quand on en a le temps et le goût, et l'on passe rapidement d'une nouvelle à l'autre. L'information est envoyée au cerveau sans analyse sérieuse, créant ainsi un étrange collage dont le sens n'est pas du tout évident. Nous voudrions nous arrêter ici un moment et prendre, pour une fois, le temps de dépasser le niveau superficiel des événements et essayer d'en comprendre la signification profonde.

Tout le monde a pu suivre l'affaire du minage des ports du Nicaragua par les agents spécialisés des Etats-Unis et tous les problèmes, les querelles, les conflits que cela a suscités. On ne reviendra pas ici sur les détails: les médias en étaient remplis. Ce qui nous intéresse, par contre, c'est de découvrir ce que cela signifie. Pour ce faire, il faut nous situer dans une perspective historique et faire un retour sur le passé. On verrait alors combien cela a coûté aux gens du Nicaragua pour se libérer de la dictature de Somoza et quel prix exorbitant en vies humaines ils ont dû payer pour pouvoir être maîtres de leur histoire dans leur propre pays. On verrait aussi qu'ils ont dû passer à travers des difficultés de toutes sortes pour pouvoir affirmer internationalement leur droit à la prise en charge par eux-mêmes de leur pays. Bref, on verrait l'histoire d'un peuple d'un petit pays pauvre de l'Amérique centrale qui construit son avenir, parsemé, bien sûr, de moments plus glorieux et d'autres moins heureux.

A qui, sinon aux Nicaraguayens, revient le droit de décider ce qu'ils veulent faire? Cela semble évident, mais pas pour tout le monde. Reagan, son administration et les groupes d'intérêts qui les ont portés au pouvoir et qui l'y maintiennent, ont décidé que les Nicaraguayens sont tous des enfants qui ne savent pas ce qui est bon pour eux. Par conséquent, il faut décider à leur place du cours de l'histoire du Nicaragua. Sous la couverture de la rhétorique la plus démagogique, exaltant les valeurs de la

démocratie formelle, c'est la démocratie réelle qui est niée. Qu'un peuple prenne les armes et soit disposé à se faire dépecer par les instruments de mort les plus sophistiqués, made in USA bien sûr, pour arriver un jour à être libre dans son propre pays, cela n'a aucune valeur aux yeux des dirigeants nord-américains. La *pax americana* ne peut se permettre de bavures!

Si l'on voulait aller un peu plus loin, il faudrait se demander quel est l'enjeu de tout ce drame. Qu'est-ce que les dirigeants américains se refusent catégoriquement à prendre en considération à travers toute cette histoire? Ce ne sont pas, ou mieux, ce ne sont plus les quelques milliers de milles carrés qui forment le Nicaragua. L'enjeu est plutôt un principe fondamental de l'histoire, à savoir l'autodétermination des peuples, le droit que chaque peuple a de choisir ses propres voies, en toute autonomie et jouissance de pleine souveraineté. On sait que, depuis toujours, les empires des puissances qui ont occupé, souvent militairement, la première page de l'histoire, ont été bâtis sur la négation de ce droit qui pourtant nous apparaît fondamental. Depuis les anciens empires chinois, inca, aztèque, en passant par l'empire romain jusqu'aux empires coloniaux récents et aux empires économiques contemporains, les puissances qui les ont formés ont systématiquement piétiné les droits des gens.

L'empire américain, qui a d'abord nié le droit à l'autodétermination aux autochtones qui, les premiers, habitaient le continent nord-américain, n'est pas différent des autres. Et on en a très souvent la démonstration: qu'il arrive n'importe quoi dans n'importe quelle partie du monde, si les dirigeants américains décident que cela touche à leur sécurité ou met en péril leurs intérêts, les droits des gens sont abolis et seule vaut l'arrogante puissance yankee, renforcée éventuellement par les *Marines*. Ainsi, l'Amérique centrale, l'Europe occidentale, la région du Golfe persique, le Pacifique-sud, le Proche-Orient et d'autres régions encore, sont des régions que les Américains considèrent vitales. Par conséquent, les droits des gens doivent y céder la place au bien suprême de la sécurité yankee.

C'est pour tout cela que l'histoire du Nicaragua nous paraît symbolique et qu'elle acquiert une importance qui va au-delà de l'actualité. Un petit pays est en train de construire péniblement et tenacement son histoire: comment pourrait-il mettre en danger quoi que ce soit aux Etats-Unis? En réalité, c'est le droit que les Etats-Unis s'arrogent de décider ce que les peuples doivent faire qui est en jeu, et c'est pour cela que les Etats-Unis ne veulent pas céder.

Spontanément, il nous vient à l'esprit la vieille histoire de David et Goliath...

UN ROLE DE PAIX POUR LE CANADA

Le Comite chretien croit qu'il existe une ouverture d'esprit nouvelle et prometteuse au sein du Ministere canadien des Affaires exterieures quant a sa vision du probleme et des solutions possibles en AMERIQUE CENTRALE ET DANS LES CARAIBES.

Cette ouverture doit etre encouragee le plus possible. C'est pourquoi nous vous transmettons, par l'intermediaire du Caminando, le texte ci-dessous "UN ROLE DE PAIX POUR LE CANADA" qui sera signe par des centaines de groupes et d'individus et diffuse dans les journaux en juin 1984.

- MONSIEUR MAC EACHEN, DEPUIS PLUSIEURS MOIS, CERTAINES DECLARATIONS CANADIENNES PLUS FERMES QU'A L'ACCOUTUMEE REVELENT QUE LE CANADA POSSEDE DEJA PLUSIEURS ELEMENTS D'UNE VERITABLE POLITIQUE ÉTRANGERE EN AMÉRIQUE CENTRALE:

1) Dans son analyse de la situation

« Le Canada a clairement dit interpréter les événements en Amérique centrale de façon différente des États-Unis. Nous ne tentons pas d'isoler le Nicaragua. Nous tentons de comprendre les transformations sociales qui s'y développent... Il faut reconnaître les changements et améliorations encourus au Nicaragua, même si la réalité est encore complexe et que tout n'y est pas noir ou blanc. »

(Allan Mac Eachen) 16 avril 84, entrevue radio CBC

« Les problèmes fondamentaux d'Amérique centrale proviennent d'une longue histoire de répression politique économique et sociale. On n'y rétablira pas de stabilité avant d'avoir significativement tenu compte des forces de changement ni avant que le progrès économique et social ne fasse baisser les pressions explosives de la frustration populaire. »

(Allan Mac Eachen) Le 3 juin 1983

« Je crois qu'il serait erroné de dire que ce qui arrive là (en Amérique centrale) est entièrement relié à la rivalité Est-Ouest. Les pays centro-américains ont plein de choses à faire pour renforcer leurs économies, leur organisation sociale, leur politique et faire en sorte de bien gérer leurs affaires. Mais lorsque vous ajoutez à cela l'intrusion d'étrangers, sous forme de conseillers militaires ou de forces militaires, vous compliquez dangereusement la situation et vous entravez, avec des obstacles supplémentaires, les nécessaires changements sociaux et politiques. »

(Allan Mac Eachen) 16 avril 84, CBC Radio Morningside

« Oui il est généralement reconnu qu'il y a un soutien américain aux Contras. Ce serait difficile pour moi de le prouver parce que nous n'avons pas cette sorte de capacité mais il est certainement largement reconnu que l'effort est soutenu par les États-Unis. Et sur le minage des eaux nicaraguayennes,

il semble conclu qu'au moins les États-Unis sont impliqués. À ma connaissance aucun porte-parole officiel américain ne l'a dit aussi clairement mais les preuves venant de Washington me semblent suffisamment nombreuses ces jours derniers pour indiquer qu'il y a implication américaine dans le minage des ports. »

(Allan Mac Eachen) 16 avril 84, CBC Radio Morningside

2) Au niveau des principes qu'il défend

« Selon nous, les États ont le droit de suivre les idéologies décidées par leur peuple. Lorsqu'un pays choisit un chemin socialiste, ou même marxiste, il ne s'en retrouve pas automatiquement propulsé dans l'orbite soviétique. Les politiques internes qu'adoptent les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne sont pas en soi une menace aux intérêts de l'hémisphère. Ce n'est que lorsque des pays adoptent des systèmes propulsant délibérément les rivalités Est-Ouest dans la région, ou qu'ils cherchent à déstabiliser leurs voisins, qu'il y a effectivement menace... Nous préférons laisser les pays choisir leur propre voie pour leur propre développement. S'ils donnent suite à leurs obligations sociales et humanitaires envers leurs peuples et s'ils font en sorte de répondre aux besoins de leurs peuples, ils auront l'aide et le soutien du Canada. »

(P.E. Trudeau) Ste-Lucie, février 1983, aux chels d'États des Caraïbes du Commonwealth

3) Dans l'importance qu'il accorde aux solutions autochtones et au dialogue entre les parties

À plusieurs reprises depuis septembre dernier, le Canada s'est prononcé en faveur du dialogue. Encore tout récemment :

« Je crois que sur l'essentiel nous avons pas mal le même point de vue que celui des ministres du Contadora et il faut rester en lien avec eux parce qu'ils sont au front. Ils sont au front et nous avons dit que nous les soutiendrions dans leurs efforts

de solution régionale et croyez-moi cette solution doit venir de l'intérieur de ces pays avec leurs voisins. Elle ne viendra pas de l'extérieur. Nous avons aidé politiquement, nous pouvons aider économiquement par de l'aide au développement mais nous ne pouvons imposer nos solutions à ces pays. Je ne crois pas cela possible. »

Q : Nous... les Nord-américains ?

« Nous les Nord-américains ni aucun autre pays dans le monde ».

(Allan Mac Eachen) 16 avril 83,
CBC Radio Morningside

« Ce dont on a besoin actuellement c'est d'un effort majeur au plan international permettant à l'opinion mondiale de faire pression sur les pays qui y sont impliqués en Amérique centrale) afin qu'ils s'en retirent sous certaines conditions ; c'est ce que les ministres du groupe Contadora tentent de faire. »

(Allan Mac Eachen) 16 avril 83, entrevue radio CBC

« Nous avons dit être en désaccord avec la présence militaire de quelque tierce partie que ce soit en Amérique centrale ; cela inclut les États-Unis comme toute autre présence étrangère, comme les Cubains ou l'Union soviétique. Ce serait bien que toutes (ces tierces parties) sortent et laissent les peuples d'Amérique centrale trouver leurs propres solutions... Et c'est parce que nous croyons que la démilitarisation est la vraie solution, que nous soutenons le travail du groupe de Contadora... »

(Allan Mac Eachen) 11 avril 83,
Le Point, Radio-Canada

4) Lors de votes plus courageux aux Nations-Unies

En décembre dernier, après quelques années d'abstention systématique sur certaines questions, le Canada a proposé (1 fois) et soutenu (2 fois) 2 propositions exprimant entre autres choses, « sa plus profonde préoccupation devant les violations répétées des droits humains » au Salvador et au Guatemala (votes à l'encontre des USA).

- NOUS SOMMES D'ACCORD AVEC CES PRISES DE POSITION DU CANADA ET NOUS ENCOURAGEONS NOS MINISTRES A LES MAINTENIR. CEPENDANT IL MANQUE ENCORE QUELQUES MORCEAUX IMPORTANTS A UNE AUTHENTIQUE POLITIQUE ETRANGERE EN AMERIQUE CENTRALE, ET QUI CONSTITUENT DES OBSTACLES A FRANCHIR:

A) Dépasser la « diplomatie tranquille »

L'exemple de l'invasion de la Grenade, sans égard à l'opinion du Canada, le montre bien : le Canada n'a rien gagné à maintenir sa politique étrangère dans l'ombre des É.U.A. L'exemple du Mexique, qui n'hésite pas à diverger carrément des É.U.A. mais réussit pourtant à s'en faire respecter, doit inciter le Canada à jouer fermement son rôle en Amérique centrale.

Au moment où le Canada commence à affirmer des points de vue divergents de ceux des É.U.A., il ne doit pas baisser MAÏS PLUTÔT AMPLIFIER le volume de ses haut-parleurs, sinon la position canadienne y perdra aussitôt toute crédibilité.

B) Accroître la représentation canadienne

« Je crois qu'il serait probablement mieux que le Canada ait une plus forte présence, au Nicaragua par exemple, et je crois que ma visite a certainement accru ma conscience. Les développements à l'intérieur et à l'extérieur du Nicaragua sont très importants et nous devrions en prendre connaissance objectivement, connaître les faits et la vérité, et ne pas être, disons, affectés par les idéologies préconçues, ce qui est un danger pour des étrangers comme moi. »

(Allan Mac Eachen) 12 avril 84, en direct de Tegucigalpa, Honduras

Quand donnerez-vous suite à cette opinion que nous partageons entièrement ?

••• RECOMMANDATIONS

MONSIEUR MAC EACEN, NOUS CROYONS QUE LE CANADA GAGNERAIT A FORMULER UNE POLITIQUE AUTONOME FACE A L'AMERIQUE CENTRALE ET NOUS CROYONS QUE POUR CONSOLIDER LA CREDIBILITE DE VOS NOMBREUSES DECLARATIONS DEPUIS PLUSIEURS MOIS, IL FAUDRAIT, A COURT TERME:

1. « Monter le volume »

- Faire preuve de très grande fermeté et clarté, dans vos déclarations, sur les dangers énormes de l'intervention actuelle, directe et indirecte, des États-Unis en Amérique centrale.
- Susciter et se joindre à des déclarations internationales rejetant vigoureusement la politique actuelle des États-Unis dans la région.

2. Salvador

- Continuer de condamner la violation systématique des droits humains.
- Reconnaître à la suite de nombreux pays, dont la France et le Mexique, le FDR/FMLN comme étant une force politique représentative.
- Maintenir la suspension de l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement) ; suspendre également l'aide multilatérale (qui implique plusieurs pays donateurs et qui passe par le Fonds monétaire international, le FMI, et la Banque mondiale).
- Insister auprès de Washington sur la nécessité de négociations politiques visant à instaurer un gouvernement provisoire auquel participerait l'opposition (FDR/FMLN).

3. Nicaragua

- Donner la priorité au Nicaragua dans l'aide canadienne à la région.
- Ouvrir une ambassade à Managua, avec Ambassadeur résident.
- Offrir l'aide canadienne dans le déminage des eaux nicaraguayennes (comme le suggérait entre autres M. Maurice Dupras, président du sous-comité parlementaire sur les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes).

- Proposer le soutien du Canada aux élections du 4 novembre prochain.
- Renouveler l'appui du Canada aux propositions de paix précises que le Nicaragua faisait en octobre 83.

4. Honduras

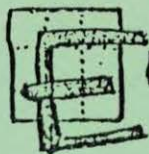
- Poser deux conditions à la poursuite de l'aide bilatérale à ce pays :
— qu'il respecte le principe de non-intervention dans les affaires d'un autre pays (le Nicaragua) ;
— qu'il interrompe son soutien aux contras qui assaillent le Nicaragua.

5. Guatemala

- Continuer de condamner la violation systématique des droits humains.
- Maintenir la suspension de l'aide bilatérale ; suspendre, en plus, la participation canadienne à l'aide multilatérale (FMI, BM).
- Suspendre les programmes préférentiels de la Société pour l'expansion des exportations, la S.E.E., au Guatemala.

6. Costa Rica

- Appuyer la « Déclaration de neutralité » du Costa Rica mais...
- Exprimer la préoccupation du Canada face à l'emploi du territoire costaricain pour mener des attaques contre le Nicaragua.
- Contribuer à renforcer l'indépendance costaricaine par une aide économique.



En Amérique latine

• RENCONTRE DE LA CLAR

La Conférence religieuse latino-américaine (CLAR) s'est réunie à Fortaleza, au Brésil, du 27 mars au 3 avril. La rencontre était l'occasion pour les religieux et religieuses de réfléchir sur leur engagement avec les pauvres du continent.

Dans son document final, la CLAR déclare: *"L'option pour les pauvres faite par les évêques latino-américains à Puebla au nom de l'Eglise du continent est une source d'inspiration pour le travail de plusieurs religieux-ses au niveau de la base. Nous croyons que cette proximité du pauvre a une grande influence sur le renouvellement de nos vies. Elle nous rappelle les valeurs évangéliques souvent oubliées: humilité, pauvreté, patience dans l'épreuve et foi en la Providence"*.

Le document ajoute: *"Cette option fondamentale est transposée dans un engagement toujours plus grand avec les majorités appauvries", à cause de l'évidence que ce chemin "exige un changement personnel et institutionnel"*.

La CLAR lance un appel aux religieux-ses d'Amérique latine pour qu'ils approfondissent leur engagement avec les pauvres, de façon à *"corriger l'orientation scandaleuse de nos efforts apostoliques, trop souvent dirigés vers les classes moyennes et supérieures"*.

(Latinamerica Press, 10 mai 1984)

• PRESENCE MILITAIRE US

Selon US News et World Report, les Etats-Unis ont accru leur présence militaire en Amérique latine de 12 000 hommes de troupe en 1983. Ce qui ramène à 27 900 le nombre de soldats américains en Amérique latine et aux Caraïbes. Le rapport indique que 9 200 soldats sont maintenant stationnés à Panama (soit 200 de plus qu'en 1982); 3 800 à Puerto Rico (aucun changement); 2 400 à Guantanamo, Cuba (300 de plus); 100 au Salvador (40 de plus); 3 000 au Honduras (2 960 de plus); 300 à Grenade (une force de paix permanente); et 400 autres dispersés dans d'autres pays. Il y a aussi 8 700 membres de la Marine américaine dans la région.

(Latinamerica Press, 26 avril 84)

• EL SALVADOR

Le Prix populaire de la Paix a été accordé à titre posthume à Marianela García Villas, un an après qu'elle eut été assassinée par l'armée salvadorienne, alors qu'elle enquêtait sur les accusations portées contre cette armée qui utiliserait le napalm et d'autres agents chimiques contre les populations civiles. Mme García, avocate, était membre fondatrice et présidente de la Commission des droits humains du El Salvador.

C'est en 1978 que le Prix populaire de la Paix a été institué, comme alternative au Prix Nobel, lorsque plusieurs organisations et partis politiques de Norvège ont reconnu l'urgence d'établir un prix qui consacrerait les *"vrais artisans de paix"* du monde. Jusqu'ici, le prix a été décerné à l'archevêque Helder Camara, du Brésil, et aux Mères de la Place de Mai, d'Argentine.

(Latinamerica Press, 12 avril 1984)

• PEROU

Le 5 avril, le Haut Tribunal de la province andine du Nord de Cajamarca a déclaré Anne-Marie Gavarret innocente de toutes les accusations de subversion portées contre elle. Cette femme d'origine française, qui vivait en ermite dans un petit village de la province, était emprisonnée depuis le 26 janvier pour une implication présumée dans des activités terroristes. Après sa libération, Mme Gavarret s'est rendue à Lima pour des soins médicaux nécessités par le jeûne de quatre semaines qu'elle a fait dans la cellule de sa prison.

(Latinamerica Press, 26 avril 1984)

• HONDURAS

Lors d'une récente journée de réflexion, la Compagnie de Jésus a lancé un appel au gouvernement de Roberto Suazo Cordoba pour qu'il appuie le retrait immédiat des troupes U.S. du Honduras. De plus, les Jésuites ont demandé au gouvernement de prendre des mesures contre la misère croissante à laquelle les gens du pays ont à faire face.

Dans un document analysant la réalité nationale, les Jésuites prennent à partie le gouvernement pour les délais dans la mise en oeuvre de la réforme agraire, le chômage croissant, la malnutrition grandissante et le haut taux de mortalité infantile, qui s'élève actuellement à 65% chez les enfants de

moins de cinq ans. "Nous avons vu nos gens mettre leur espoir dans les dernières élections et nous voyons maintenant la frustration qu'ils ressentent face aux graves problèmes auxquels la majorité d'entre eux sont confrontés: la faim, l'éducation et les soins de santé inadéquats, le chômage", disent les Jésuites. Il est triste, en effet, que "les ressources qui devraient être employées à résoudre les problèmes humains soient utilisées à des fins militaires", conclut le document.

(Latinamerica Press, 17 mai 1984)

• CHILI

Le 13 avril dernier, la police a fait irruption dans les locaux de la CODEPU (Comité de défense des droits du peuple) et a arrêté neuf personnes. La police a pillé les bureaux de l'organisation et a saisi des dossiers de prisonniers politiques auxquels la CODEPU fournissait une assistance juridique. Ils se sont aussi emparé des rapports légaux préparés pour défendre trois personnes pour lesquelles les autorités demandent la peine de mort pour participation présumée dans l'assassinat du surintendant militaire de Santiago, en août de l'année dernière.

La présidente du CODEPU, l'avocate Fabiola Letelier, a annoncé que l'organisation va poursuivre légalement la police pour cette opération de fouille et de saisie. Elle a aussi qualifié de "*ridicule acrobatie publicitaire*" un rapport d'une agence gouvernementale de nouvelles à l'effet que la police aurait trouvé une imprimerie clandestine dans les locaux de la CODEPU. Elle a soutenu que l'irruption et les arrestations faisaient partie d'une "*stratégie de répression croissante, de la part du gouvernement, destinée à restreindre la protestation populaire*", avant le 1er mai.

(Latinamerica Press, 3 mai 1984)



Propositions d'action



□ BOYCOTTAGE MONDIAL DE COCA-COLA

- Pourquoi?
- Parce que COCA-COLA du Guatemala a déclaré "*faillite*" afin de liquider le syndicat de son usine.
- Ce syndicat est le symbole de la lutte pour les droits des travailleurs du Guatemala.
- Historique
- Entre 1975 et 1980: dix des dirigeants du syndicat de COCA-COLA sont assassinés sur les ordres de la Compagnie.
- Juin 1980: grève des employés, trois secrétaires du syndicat sont assassinés, l'Union internationale des Travailleurs

de l'Alimentation (UITA) décrète le boycottage mondial de COCA-COLA.

- Décembre 1980: la Compagnie est obligée de céder et signe une entente où elle accepte de dédommager les familles des dirigeants assassinés, reconnaissant ainsi sa responsabilité. Ce conflit syndical donne lieu à la formation d'une coalition de syndicats qui prendra le nom de Comité national d'unité syndicale (CNUS).
- 1980-1983: répression implacable contre tout le mouvement syndical guatémalteque. La majorité des dirigeants du CNUS sont assassinés et le Comité doit passer à la clandestinité. Certains syndicats continuent de résister, dont celui de COCA-COLA. Les patrons décident de s'en débarrasser en déclarant des faillites frauduleuses et en recommençant leurs opérations quelques mois plus tard avec un personnel différent, plus docile... SI COCA-COLA REUSSIT, LES AUTRES COMPAGNIES EMBOITERONT LE PAS.
- Quoi faire? 1) Boycoter tous les produits de COCA-COLA: Sprite, Fanta, Splash, Minute Maid, Tab, Hi-C, Pur Soleil, Deli-5.

- 2) Ecrire: aux travailleurs pour les appuyer moralement, à l'adresse suivante:

Sindicato de Trabajadores de Embotelladora Guatemalteca, S.A. anexos y conexos (STEGAC), 24 calle 6-01, Zona 11, Ciudad de Guatemala, Guatemala.

à la compagnie à Atlanta pour l'aviser du boycottage, à l'adresse suivante:

Coca-Cola Company, PO FRAWE 1734, Atlanta GA30301, USA.

(Télex: WUD 0542373)

□ RAMASSAGE DE LUNETTES

Pour répondre à une des demandes de notre amie Barbara (cf. Caminando, avril 1984), le COTRAC a organisé une campagne de ramassage de lunettes. Si vous avez de vieilles lunettes (verres et montures) dont vous ne vous servez plus, envoyez-les au COTRAC, qui se chargera, avec l'aide d'amis optométristes, de les classer et de les expédier à Barbara pour les besoins de ses "protégés" salvadoriens au Honduras:

COTRAC
a/s Programmes internationaux
YMCA-Montréal Centre-Ville
1450, rue Stanley
Montréal, Qué.
H3A 2W6

(OU les faire parvenir au Comité chrétien qui se chargera de les remettre à COTRAC).

Nouvelles du Comité

□ VOUS, LES LECTEURS ET LECTRICES DU CAMINANDO

Merci à vous tous et toutes qui avez pris la peine de répondre à notre petite enquête de février. Une bonne cinquantaine de réponses écrites nous sont parvenues. Plusieurs autres nous ont téléphoné pour nous faire part de leurs remarques et suggestions. D'autres enfin l'ont fait à l'occasion de rencontres ici ou là. Il ressort de l'ensemble que vous appréciez le contenu du CAMINANDO, que vous le faites lire autour de vous (sauf une petite minorité qui le gardent jalousement pour eux-elles!). Vos suggestions vont dans la ligne d'une aération des textes par des caricatures ou des bandes dessinées, ou encore d'une variation des genres (interviews, témoignages, plus de poésies étrangères). Le seul commentaire un peu négatif porte sur les "nouvelles du Comité", jugées souvent de caractère trop "familial". Nous en tiendrons compte.

Beaucoup plus nombreux sont ceux et celles qui ont renouvelé leur abonnement "sans commentaire". Et comme ce geste était souvent accompagné d'un don, nous ne pouvons l'interpréter autrement qu'un encouragement à continuer. Merci à vous. Pour les autres, dont l'abonnement est échu, c'est une invitation...(sur l'étiquette-adresse, le chiffre 85 indique que votre abonnement est en règle; 84, qu'il est en souffrance).

□ AGENDA 1985

Déjà? Et oui, pour tenir compte de vos suggestions, l'Agenda 1985 de la libération latino-américaine est sous presse. Le thème: ESPERER CONTRE TOUTE ESPERANCE.

De format pratique (21,5 x 14 cm, couverture rigide et reliure spirale), l'Agenda se présente avec 1 page/semaine, contenant en parallèle une brève biographie des témoins d'espérance de même que des textes bibliques et autres réflexions axés sur l'espérance.

Préparé, édité et diffusé en collaboration avec SOCABI (Société catholique de la Bible), l'Agenda 1985 sera disponible dès le 20 août et comportera 4 pages pour les mois de septembre à décembre 1984.

En vente au Comité chrétien et à SOCABI: \$6,50 (plus 0,50 pour les frais d'envoi).

S O M M A I R E

DOSSIER EQUATEUR

Tour d'horizon	2
Les problèmes de la croissance économique	3
La colonisation de l'Amazonie	5
Un îlot de démocratie en Amérique du Sud	7
Les évêques se protègent pendant que les CEB sont en pleine croissance	11

FOI ET ENGAGEMENT

Le Dieu auquel je ne crois pas	15
Le droit des peuples à l'autodétermination	16
Un rôle de paix pour le Canada	19

EN AMERIQUE LATINE

PROPOSITIONS D'ACTION

NOUVELLES DU COMITE

C A M I N A N D O

Bulletin de réflexion et d'engagement chrétien. Paraît 5 fois l'an. Abonnement: \$7,50, renouvelable en janvier.

Le chiffre sur l'étiquette-adresse indique l'échéance.

Publié par le Comité Chrétien pour les droits humains en Amérique latine, 25 ouest, Jarry, Montréal, Qué., Canada H2P 1S6

FORMULAIRE D'ABONNEMENT & BON DE COMMANDE

COMITE CHRETIEN

POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE
25 ouest, rue Jarry, # 112A
Montréal, Qué. H2P 1S6

☐ Abonnement au CAMINANDO
(\$7.50 par année)

☐ Biographie de Mgr Romero
(\$3.50 + 50¢ poste)

☐ Contribution au travail
du Comité

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Reçu pour fin d'impôts: oui ☐
(pour les dons seul.) non ☐

Ci-inclus: chèque ☐
mandat ☐